



GETTY IMAGES, KASSANDRA VERBOUT/LA TROMPETTE

Le Canada cherche à interdire l'accès des enfants aux réseaux sociaux

- Josue Michels
- [11/06/2026](#)

La Chambre des communes du Canada a déposé le 10 juin un projet de loi qui obligerait les entreprises à empêcher les enfants de moins de 16 ans d'accéder à leurs plateformes de réseaux sociaux ou à leurs chatbots d'intelligence artificielle.

- Le ministre de la Culture, Marc Miller, a déclaré à juste titre que ces outils « ne favorisent pas le développement sain des enfants et sont devenus une source d'anxiété, d'isolement, de dépression et de nombreux autres problèmes de santé mentale pour de nombreux jeunes Canadiens ».

Le problème est le suivant : C'est une chose qu'un parent protège son enfant des dangers très réels des réseaux sociaux, mais c'en est une autre qu'un gouvernement tente de faire de même.

Marc Miller a promis : « Cette loi offrira un environnement plus sûr aux jeunes Canadiens et leur permettra d'établir des liens en personne, de nouer des amitiés, de se concentrer à l'école et d'acquérir des compétences pour le monde réel afin de pouvoir s'épanouir. »

Est-ce que ce sera vraiment le cas ? Il y a quelques problèmes potentiels :

- Le gouvernement prévoit d'accorder des dérogations aux entreprises qui s'engagent à respecter des normes de sécurité spécifiques. En d'autres termes, celles qui obtiennent les faveurs du gouvernement peuvent bénéficier d'exemptions, alors que leurs concurrentes n'en bénéficieront pas. X, réputée pour refuser de censurer les contenus critiques à l'égard des gouvernements, pourrait être désavantagée, tandis que Facebook et TikTok, qui sont tout aussi ou même plus néfastes pour les enfants, pourraient bénéficier d'une exemption.
- Comment faire respecter l'interdiction ? Marc Miller affirme qu'il ne le sait pas encore. Les utilisateurs devront-ils télécharger des pièces d'identité qui mettront en péril leur anonymat sur les réseaux sociaux ? Si tel est le cas, le gouvernement pourrait plus facilement cibler ses détracteurs. L'effet le plus significatif d'une telle loi pourrait être l'augmentation de la surveillance déjà étendue du Canada sur ses citoyens et la restriction de leurs libertés.

Chaque fois que le gouvernement intervient en tant que parent, [des problèmes surviennent et la situation se complique.](#)